





Les journées de la  
coopération UE - Liban

**Paix, réconciliation  
et stabilité**



# Les journées de la coopération UE - Liban

## Paix, réconciliation et stabilité



2012 -  
2014

### Créer des communautés résistantes aux conflits dans le nord du liban € 250 000

RÉSUMÉ L'objectif de ce projet est d'aider les acteurs non-étatiques à créer des systèmes et des structures durables pour les interventions visant à éviter les conflits et à consolider la paix civile au Liban, à court et long terme. Pour ce faire, il faut renforcer la capacité et la crédibilité des acteurs non-étatiques au niveau local, sur le plan de la médiation et de la résolution des situations conflictuelles à Tripoli et le Caza (district) d'Akkar. Il convient aussi de promouvoir leurs efforts afin de mettre en place des mécanismes de réduction des conflits, d'établir des liens avec les institutions étatiques et d'exercer une influence sur les processus politiques, qui sont d'une importance capitale pour la paix civile et la réconciliation nationale au Liban.

Ce projet est mis en œuvre par l'ONG Partners for Democratic Change International (PDCI) et durera jusqu'au 30 septembre 2014.

2012 -  
2014

### Mettre en valeur les capacités locales de résistance à la crise syrienne € 199 792

L'objectif de ce projet est de promouvoir la résistance locale au Liban face aux conséquences des conflits externes sur la paix et la sécurité nationales, et ce, afin d'améliorer l'efficacité de réponse des parties concernées aux niveaux local, régional et international, face à l'impact du conflit syrien, dans les régions les plus touchées par ce conflit, à court et long terme.

Ce projet est mis en œuvre par le Permanent Peace Movement (PPM) en collaboration avec International Alert, et durera jusqu'au 31 juillet 2014.

2012 -  
2015

### Consolider la capacité des communautés en matière de résolution des différends et de réconciliation au liban € 398 355

Les objectifs du projet sont de renforcer la capacité de résolution de conflits en cours des membres de la communauté et des OSC, renforcer leur capacité de gestion pacifique des tensions émergentes et promouvoir la coopération entre leurs communautés respectives. Parmi les objectifs spécifiques figurent le fait d'aider les membres de la communauté à Tripoli à acquérir les compétences et soutien nécessaires au règlement des différends et à la promotion de la réconciliation. Il s'agit aussi de permettre aux jeunes de développer et de mettre en œuvre un ordre du jour commun de mobilisation, afin de promouvoir la paix dans leur région au moyen des liens tissés entre les diverses communautés.

Le projet est mis en œuvre par l'ONG Mercy Corps Scotland en collaboration avec la Fondation Safadi et Aataouna, et se déroulera jusqu'au 31 janvier 2015.

2012 -  
2014

### Pour des médias responsables et inclusifs au liban € 252 672

Ce projet a pour objectif de promouvoir des médias inclusifs et responsables au Liban a) en instaurant un nouveau modèle de journalisme inclusif destiné aux étudiant(e)s en journalisme, aux principaux médias et au public ; b) en offrant au public une plateforme médiatique alternative ; et c) en veillant à ce que les principaux médias soient tenus responsables en assurant le suivi de leur couverture de l'actualité.

Le projet est mis en œuvre par la fondation Maharat en collaboration avec le Media Diversity Institute (MDI), et se déroulera jusqu'au 31 juillet 2014.



2012-  
2013

**Puzzle de la paix : théâtre communautaire et renforcement des capacités afin d'éviter les conflits communautaires**

**€ 251 977**

L'objectif de ce projet est de consolider la confiance mutuelle entre les différentes tranches d'âge et les différentes communautés à travers le Liban, afin d'instaurer une paix durable. Il vise plus spécifiquement à renforcer la capacité de prévention de conflits des parents, des enseignants, des jeunes et des élèves au sein de leurs communautés respectives, dans des zones ciblées.

Le projet est mis en œuvre par War Child Holland en collaboration avec Associazione per la Pace et Zoukak, et sera mis en application jusqu'au 30 novembre 2013.

2012-  
2015

**Action de base pour consolider la paix**

**€ 223 060**

L'objectif de ce projet est de promouvoir le rôle des communautés en tant qu'entités de consolidation de la paix au Liban. Un soutien particulier est accordé aux communautés de Mina, Bourj Hammoud, Tyr and Baalbeck afin de promouvoir la consolidation de la paix et la résolution pacifique des conflits dans leurs zones respectives.

Ce projet est mis en œuvre par le Centre Libanais d'Éducation Civique et le Centre pour une Citoyenneté Active, et il se déroulera jusqu'au 31 mars 2015.

2012-  
2015

**Développer les capacités nationales en matière de gestion intégrée des frontières au liban**

**€ 3 660 000**

Ce vaste projet est mis en œuvre dans le cadre du programme intitulé « Développer les capacités nationales en matière de sécurité et de stabilisation » dont l'objectif est de contribuer au développement des capacités du système de sécurité libanais dans le contrôle des risques et la garantie du respect de l'état de droit à long terme. Ceci améliorera la sécurité des citoyens et permettra l'adoption de processus de stabilisation durable dans le pays. Le volet « gestion des frontières » est géré par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD). Le projet entend soutenir les autorités libanaises, de 2012 à 2015, afin de sécuriser et de contrôler les frontières, conformément aux critères nationaux et internationaux en matière de gestion intégrée des frontières, permettant ainsi d'améliorer la sécurité des citoyens, de promouvoir la stabilité régionale et de faciliter le commerce, le développement et les contacts humains.

2012

**Développer les capacités nationales en matière de sécurité et de stabilisation (SSP) – Aspect relatif à l'état de droit et à la lutte contre la criminalité**

**€ 6 360 000**

L'objectif général de ce projet est d'améliorer l'efficacité de l'État dans des secteurs considérés d'une importance cruciale pour la stabilité et la sécurité du Liban. Ce projet vise, en particulier, à améliorer les capacités et la légitimité des institutions étatiques et des forces de sécurité (à savoir le Ministère de l'Intérieur et des Municipalités/Forces de Sécurité Intérieure et le Ministère de la Justice/Parquet Général) en matière de mise en œuvre de l'état de droit et de lutte contre la criminalité, tout en dotant le peuple libanais d'un service de police moderne et responsables de ses actes.

# Les journées de la coopération UE - Liban

## Paix, réconciliation et stabilité

Le professionnalisme et l'indépendance des FSI et de l'appareil judiciaire sont autant de facteurs cruciaux garantissant le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Ainsi, l'Union Européenne a-t-elle décidée d'augmenter le soutien qu'elle accorde aux FSI par la promotion d'un plus haut niveau de compétence institutionnelle et de professionnalisme pour les activités qui constituent le mandat de ces Forces. Aussi, l'UE maintient son soutien plus ciblé au Ministère de l'Intérieur et des Municipalités/FSI et au Ministère de la Justice/Procureur général, dans la lutte contre la criminalité à travers l'amélioration des processus d'enquêtes pénales.

2012 -  
2015

### Promouvoir la sécurité centrée sur la population

€ 740 000

L'un des objectifs généraux du programme de sécurité et de stabilisation est d'assurer une meilleure compréhension de la perception des risques par la population et de ses attentes en matière de services de sécurité fournis, lesquels constituent des facteurs cruciaux dans la promotion d'un système sécuritaire centré sur la population. Ce projet spécifique vise donc à assurer une meilleure compréhension des diverses parties prenantes concernant la Réforme du Système Sécuritaire et les options disponibles, afin d'aborder ces questions de manière transparente et responsable. Les résultats escomptés sont : 1) Les sources d'insécurité recensées sont évaluées par la population à travers le pays. 2) La société civile, les représentants des services de sécurité, l'administration et les médias ont une meilleure information, ils sont plus conscients et ont la capacité analytique sur les sujets relatifs à la sécurité et à la stabilisation. 3) Un débat est entamé parmi les principaux faiseurs d'opinion (ministères, services de sécurité, parlementaires, médias, OSC, universitaires) concernant la manière d'aborder la réforme du système sécuritaire.

Le projet est mis en œuvre par l'ONG International Alert de 2012 à 2015.

2011 -  
2012

### Soutenir la paix civile et la réconciliation au liban

€ 1 000 000

Cette initiative, mise en œuvre conjointement par l'UE et le PNUD, vise à réduire les risques de reprise de conflits et à consolider la paix au Liban. L'objectif est de consolider les capacités de dialogue existantes aux niveaux sous régional et national, et de combler les fossés sectaires et communautaires actuels entre les Libanais, qui sont des facteurs propices à déclencher une crise interne ou pire, une guerre civile plus complexe. Parmi les résultats escomptés figurent : le développement de stratégies de consolidation de la paix au niveau local afin d'atténuer les tensions dans les zones choisies sujettes aux conflits; la mise en place d'une plateforme au profit de la société civile au niveau national en tant que mécanisme de plaidoyer et de formation de coalitions relatives à la paix civile, au dialogue et à la réconciliation ; le renforcement d'initiatives visant à promouvoir la mémoire collective et à intégrer la consolidation de la paix aux champs d'éducation formels et informels ; et la promotion de la capacité des médias traditionnels et alternatifs en matière de gestion de la diversité et de développement de la couverture des conflits.

Le projet a débuté le 15/07/2011 et s'étale sur 24 mois.

2011 -  
2013

### Traiter les séquelles d'un conflit au sein d'une société divisée

€ 499 360

L'objectif de ce projet est de réduire les risques de regain des violences en traitant l'héritage des multiples conflits au Liban. Ceci appelle principalement à la production de matériel d'information permettant une meilleure compréhension et une prise de conscience de l'héritage des violations



commises au cours des conflits. Par ailleurs, le projet cherche à lancer une discussion axée sur les politiques à suivre dans le processus de prise de décision. Pour ce faire, il est essentiel d'aborder le passé du Liban de manière à consolider la stabilité à venir.

Le Centre International pour la Justice Transitionnelle (CIJT) a démarré le projet le 17/09/2011 ; celui-ci devrait durer jusqu'au 16/09/2013.

2011

### EuroMed Police III

€ 5 000 000

L'objectif global de ce programme régional qui inclut le Liban est de promouvoir la coopération concernant les questions d'ordre policier entre les pays partenaires du Sud dans le cadre de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) et les États membres de l'Union Européenne, ainsi qu'entre ces pays et territoires du Sud eux-mêmes. Le projet entend également contribuer à la consolidation de l'état de droit et des droits de l'Homme dans ces pays. Ce projet contribuera en particulier aux chapitres I et III de la Déclaration de Barcelone et permettra la mise en œuvre du Programme de Travail Quinquennal et du Code de Conduite en matière de Lutte contre le Terrorisme.

Les résultats escomptés de cette action incluent : 1) La coopération dans le domaine de la police au niveau régional et l'échange d'informations et de bonnes pratiques entre l'UE et les pays partenaires du Sud dans le cadre de l'IEVP, et entre les pays partenaires du Sud eux-mêmes dans le cadre de l'IEVP à travers les activités du projet EuroMed Police III ; 2) Le renforcement de l'échange d'expériences et du transfert de connaissances entre l'UE et les pays et territoires partenaires du Sud dans le cadre de l'IEVP ; 3) Le renforcement du « réseau » EuroMed Police existant à travers la participation des pays et territoires du Sud dans le cadre de l'IEVP aux activités du projet (formation spécialisée, sessions d'information, réunions des Directeurs Généraux et des Directeurs des Écoles/Universités/Centres de formation de la Police ; 4) Le renforcement des contacts et de la coopération avec les Unités de Police des États Membres de l'UE et avec les agences européennes, telles Europol, par le biais de leur participation en tant qu'intervenants/experts aux réunions du projet EuroMed Police III quand une telle participation est appropriée, et la promotion des contacts entre officiers de liaison à travers leur participation aux réunions des Directeurs Généraux de la Police ; 5) Le renforcement des définitions communes des bonnes pratiques, tout en accordant une attention particulière aux nouvelles technologies et techniques d'enquête à travers les réunions impliquant les Écoles/Universités/Centres de formation de la Police de l'IEVP pour les pays du Sud.

2009 -  
2014

### Sécurité et État de droit (SAROL)

€ 8 000 000

L'objectif du projet SAROL est d'améliorer les performances techniques des FSI dans l'application de la loi en améliorant leurs capacités d'enquêtes pénales en collaboration avec les autres institutions concernées (à savoir le Ministère de la Justice) et en matière de gestion de l'ordre public. Le projet accorde une attention particulière au soutien accordé aux bénéficiaires par le biais d'un processus d'évaluation et d'actualisation des procédures existantes en matière d'enquêtes pénales, lequel comprend un éventail préétabli de procédures (sous la forme d'un nouveau « Guide Pratique aux Procédures Pénales » en guise de soutien aux enquêtes pénales) destinées à tous les services d'urgence. Les autorités libanaises compétentes ont approuvé la documentation professionnelle produite, laquelle fait office de base pour un programme de formation commun à l'intention de tous les services d'urgence intervenant sur une scène de crime. En outre, le projet a soutenu la définition et la mise en œuvre du plan directeur des FSI et du soutien informatique aux enquêtes pénales. Ces activités vont de pair avec l'autre objet du projet, à savoir aider les bénéficiaires à réaliser une

# Les journées de la coopération UE - Liban

## Paix, réconciliation et stabilité

capacité de formation autonome. La réalisation des objectifs précités nécessite l'établissement d'un Centre de Formation Pratique pour les FSI à Aaramoun, lequel bénéficiera d'équipements, d'aide technique et de formation. Enfin, un soutien sous la forme d'équipements, d'aide technique et de formation sera accordé aux Unités Mobiles des FSI afin de faciliter l'adoption d'une approche plus moderne et plus efficace aux questions sécuritaires conformément aux normes internationales et dans le respect des droits civiques. L'objectif est d'améliorer la capacité de ces unités à gérer les scénarios de crise de plus en plus complexes. Débuté en 2009, le projet a vu son budget augmenter et sa durée a été rallongée jusqu'à fin 2014.

2009

### Déminage et engins non explosés € 7 000 000

Chaque année, les mines antipersonnel et les restes d'explosifs des différentes guerres tuent ou blessent de nombreux civils, y compris des enfants. Les mutilations effroyables causées par les mines antipersonnel et leur impact sur la sécurité humaine sont à l'origine des actions de l'UE dans ce domaine. Le déminage a pour objectif de réinstaurer les conditions essentielles nécessaires au développement durable.

Ce projet vise, d'une part, à renforcer les capacités nationales en offrant personnel et aide technique dans le domaine de la gestion des activités de déminage, afin que le centre libanais de lutte contre les mines (LMAC), qui est l'autorité nationale chargée de tous les aspects relatifs au déminage, agisse selon les pratiques internationales de déminage et les meilleures pratiques de gestion.

D'autre part, le projet vise à déminer les terrains contaminés par les bombes à sous-munitions ou les mines anti-personnel afin de réduire le danger et de rendre ces terrains à la population pour augmenter leur utilisation potentielle. Ce projet prévoit également un soutien aux victimes des mines anti-personnel. Plusieurs équipes de déminage sont actuellement à pied d'œuvre à travers la présence d'ONG internationales (DCA, NPA, HI, FSD, MAG) dans les régions de Batroun, d'Aley, du Chouf et dans le sud du Liban.

2009 -  
2012

### Prévention, préparation et réaction aux catastrophes naturelles ou d'origine humaine (PPRD South) € 5 000 000

Ce programme régional, qui s'étale sur trois ans, contribue au développement dans le bassin méditerranéen d'une culture de la protection civile basée sur la prévention, plutôt que sur la réaction. L'objectif du programme PPRD South est de contribuer au développement de meilleures capacités de protection civile sur le plan de la prévention, de la préparation et de la réaction aux niveaux local, national et international. En outre, le programme PPRD South, et c'est là une première pour un programme de protection civile financé par l'UE, intègre plusieurs activités de sensibilisation, dont une menée directement par la Défense Civile Libanaise. Celle-ci consiste à produire, disséminer et promouvoir dans les écoles des CDs de jeux sur ordinateur visant à apprendre aux enfants comment éviter la plupart des dangers auxquels ils peuvent faire face et comment réagir en cas de tremblements de terre, accidents, incendies, glissements de terrain, précautions en mer, précautions électriques, précautions en cas de neige, précautions relatives aux feux d'artifice. Ce projet est dirigé par un consortium mené par la Protection Civile italienne, la stratégie internationale des Nations Unies pour la Réduction des Catastrophes Naturelles (UN/ISDR) et les autorités de Protection Civile en France, en Égypte et en Algérie.



2013-  
2016

### Action contre les mines au liban : activités de déminage et soutien aux institutions € 10 000 000

Dans la lignée des précédents programmes de déminage financés par l'UE, ce projet entend contribuer au renforcement de la capacité du Liban en matière de réduction des risques liés aux mines, afin que les terrains puissent être remis à la population, que les habitants soient toujours informés et qu'ils disposent de meilleures opportunités socioéconomiques. L'intervention de l'UE sera liée aux besoins relatifs à la « Stratégie Nationale d'Action contre les Mines 2011-2020 ». Le projet inclut : (i) Le soutien aux institutions et la capacitation, (ii) Les activités de déminage et (iii) L'assistance aux victimes des mines et l'éducation aux risques qu'elles représentent. Le projet sera mis en œuvre à partir de janvier 2013 pour une durée de trois ans.



BELGIQUE

2010-  
2013

### Déminage € 1 000 000

#### Soutien au Centre Libanais de Lutte contre les Mines – Phase II

Le gouvernement belge a donné un million d'euros au projet du PNUD intitulé « Soutien au Centre Libanais de Lutte contre les Mines – Phase II. » Ce projet est mené en collaboration avec le Ministère de la Défense et le Centre Libanais de Lutte contre les Mines (LMAC).

Ce don fait partie du soutien accordé depuis 2001 par le PNUD au Centre Libanais de Lutte contre les Mines dans l'objectif de renforcer la capacité du LMAC à gérer efficacement les opérations de déminage.

Ce don et la collaboration avec le LMAC permettront de consolider une ONG nationale/ internationale dans le domaine du déminage, afin de renforcer ses capacités de déminage en affectant encore plus d'équipes au déminage des bombes à sous-munitions dans le sud du pays.

Jusqu'en février 2012, 60% des terrains contaminés (soit une superficie de 168 074 807 m<sup>2</sup>) ont été nettoyés, la priorité étant accordée aux terrains destinés aux habitations et à l'agriculture. 97% des terrains déminés sont réutilisés tout de suite après leur nettoyage.

Ce don a permis au PNUD d'engager l'ONG Norwegian People's Aid qui travaille actuellement aux côtés de quatre équipes de déminage supplémentaires.



ALLEMAGNE

2010-  
2013

### Programme de service civil pour la paix € 2 000 000

ForumZFD et l'Agence Allemande de la Coopération Internationale (GIZ) mènent un Programme de Service Civil pour la Paix (en allemand : Ziviler Friedensdienst; ZFD) qui met l'accent sur la transformation des conflits par la promotion d'un climat de non-violence et par la compréhension active du passé au Liban.

L'objectif de ces activités est d'éviter le recours à la violence en renforçant les capacités de la société à aborder et transformer les conflits de manière positive et à composer avec le passé. Ces activités sont menées en étroite collaboration avec les organisations partenaires au Liban. L'expérience et l'expertise du personnel en matière de transformation des conflits sont les principales ressources dans les trois champs d'intervention :

1. Offrir conseils et formation relatifs aux méthodes et concepts de transformation des conflits.
2. Promouvoir et professionnaliser l'éducation pour la paix et éliminer les stéréotypes.
3. Renforcer les structures d'information concernant les causes et conséquences des conflits violents.



# Les journées de la coopération UE - Liban

## Paix, réconciliation et stabilité

2009-  
2013

Soutien au projet de dialogue national  
€ 3 968 220

2009-  
2013

Soutien au tribunal spécial pour le liban  
€ 8 431 929

2012

Partage de la souffrance : les détenus libanais dans les prisons syriennes ; initiative UMAM pour la documentation et la recherche  
€ 98 030

2012

De la mémoire à l'éducation pour la paix : un projet libano-palestinien ; Permanent Peace Movement (mouvement pour la paix permanente);  
€ 129 622

2012

Clerical peace corps ; hayya bina  
€ 69 450

2012

Les armes illégales au liban – projet de sensibilisation ciblant les jeunes, les enseignants et les parents ; Permanent Peace Movement (mouvement pour la paix permanente)  
€ 67 554

2012

Dialogue des jeunes ; Association « Development for People and Nature »  
€ 99 040

2006-  
2013

Déminage ; Mine Action Group  
€ 4 363 813 Security Policy



ITALIE

Sécurité policière  
€ 100 000

Master Universitaire en Coopération pour la Paix et le Développement (Édition III)  
(€ 100 000 sous la forme d'un don)

Mis en œuvre par : gestion directe

Ce Master est basé sur une approche multiculturelle et pluridisciplinaire. Les étudiants issus de différents horizons ont la chance d'acquérir des connaissances poussées concernant les concepts de paix et de développement, ainsi que l'éthique en matière de coopération. Les cours sont dispensés au Liban et en Italie. Ils visent à développer les compétences des étudiant(e)s afin de les inclure dans les processus de stabilisation, d'intégration et de gouvernance, notamment dans les pays qui souffrent des conséquences des conflits internes.

Déminage  
€ 680 000

Soutien au Lebanon Mine Action Programme (€ 680 000 sous la forme d'un don)

Mis en œuvre par : PNUD

Cette action a pour objectif de fournir des moyens aux communautés affectées par les bombes à sous-munitions, par le biais d'un programme de déminage des bombes à sous-munitions qui sont une menace pour la survie, les moyens de subsistance et la dignité de ces communautés. La contribution de ce projet au Lebanon Mine Action Programme passe par la consolidation du Centre Libanais de Lutte contre les Mines (LMAC) et du Regional Mine Action Centre des Forces Armées Libanaises afin de s'assurer que les activités de déminage sont conformes aux critères internationaux.



2010 -  
2015

ROYAUME-  
UNI

**ADYAN (fondation libanaise pour les études interreligieuses et la solidarité spirituelle) - 'stratégie nationale pour l'éducation pour la citoyenneté et la coexistence**  
**€ 1 000 000**

657 051 £ (près de 20 000£ pour l'exercice 2012/13)

Ce projet soutient la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Éducation (2010 – 2015) et est fondé sur les conclusions du 4ème rapport national sur le développement humain pour le Liban, intitulé Towards a Citizen's State, lequel souligne comment l'éducation confessionnelle « renforce l'allégeance des citoyens à leur communauté ou groupe religieux renfermé, affaiblissant ainsi la relation entre les citoyens et leur État. » Le projet met l'accent sur l'intégration des concepts de pluralisme et de coexistence religieux à tous les programmes d'enseignement. Il complète un autre projet financé par l'UE visant à élaborer un cursus d'éducation pour la citoyenneté dans les écoles libanaises.

2012 -  
2013

**PNUD - Lebanese Electoral Assistance Project (LEAP)**  
**£ 250 000**

250 000 £ (contribution au panier de fonds)

Le projet est mis en œuvre du 1 septembre 2013 au 31 décembre 2013 avec pour objectif de renforcer la capacité d'organisation, des parties concernées, d'élections transparentes et ouvertes à tous au Liban. Les domaines d'engagement spécifiques pour atteindre les objectifs du projet sont basés sur l'évaluation des besoins effectuée en mars 2012 par la Division de l'assistance électorale de l'ONU, en collaboration avec le PNUD. Cette évaluation a identifié cinq domaines où l'aide est nécessaire afin d'améliorer la gestion des élections (voir Annexe).

Les champs de réformes proposés ont été adoptés dans les recommandations des missions internationales d'observation des élections et sont considérés comme nécessaires afin de rendre les élections au Liban plus conformes aux critères et meilleures pratiques internationaux en matière d'élections démocratiques.

**CONFLICT POOL PROGRAMME**  
**£ 3 500 000**

• **Soutien aux Forces Armées Libanaises 1,2 million £**  
Gestion des frontières  
Sécurité intérieure

• **Soutien aux Forces de Sécurité Intérieure 695 000 £**  
Planification Stratégique  
Professionnalisation et intégrité

• **Soutien aux Palestiniens 525 000 £**  
Capacitation des jeunes  
Gouvernance de camps

• **Soutien aux réformes Institutionnelles 195 000 £**  
Rapport sur le développement dans le monde pour le Liban

# Les journées de la coopération UE - Liban

## Paix, réconciliation et stabilité



2013

FRANCE

• **Soutien aux réformes électorales** 120 000 £  
Évaluation des risques relatifs aux violences électorales

• **Soutien dans le domaine du pétrole et du gaz** 45 000 £  
Transparence dans les industries extractives

### Défense civile € 600 000

De 2007 à 2011, un premier projet financé par la France à hauteur de 2 millions d'euros visait à renforcer les capacités de la défense civile dans les domaines du secourisme, de la lutte contre les feux de forêt et du sauvetage - déblaiement.

Ce projet a été mené avec la direction générale de la Défense civile du Ministère de l'Intérieur libanais. Il a permis la formation des formateurs et des personnels dans les domaines du secourisme, du sauvetage-déblaiement, des feux de forêts, de la gestion des stocks. Au total, près de 450 sapeurs-pompiers, bénévoles et professionnels ont été formés par 80 formateurs spécialisés de la Direction générale de la sécurité civile française.

Ce projet a également permis d'offrir aux services libanais des équipements spécialisés essentiels à l'action de la défense civile (fourniture d'ambulances, équipements médicaux d'ambulances, fourniture de kits de premiers secours, de lots de matériels de sauvetage-déblaiements, d'équipements spécialisés pour la formation commando de lutte contre les feux de forêt, mise en place d'un serveur pour le quartier général à Beyrouth).

En 2013 et au-delà, la France souhaite accompagner la Direction générale de la défense civile dans ses efforts de réorganisation (projet de loi en cours d'examen) et de formation des nouveaux cadres recrutés.

Ce deuxième projet (600.000 €) sera financé par la France, et mené par la Direction Générale de la sécurité civile et de la gestion des crises française, avec le PNUD.

### Sûreté aéroportuaire € 1 500 000

Le projet vise le renforcement de la sûreté et de la sécurité de l'aéroport international de Beyrouth.

Ce projet est mené avec le Ministère de l'Intérieur libanais (Forces de Sécurité Intérieure et Sûreté Générale), le Ministère de la Défense Nationale libanais (Armée libanaise), le Ministère des Transports (Autorité de l'Aviation Civile Libanaise et Direction de l'aéroport international de Beyrouth) et le Ministère des Finances (Administration des Douanes Libanaises).

Ce projet qui se déroule sur la période 2009-2013 a permis :

- la création d'un Centre d'Entraînement pour le Renforcement de la Sûreté Aéroportuaire (C.E.R.S.A), le recrutement et la formation des formateurs issus des 5 administrations qui ont formé 3.400 personnels ou agents chargés de la sécurité et/ou de la sûreté de l'Aéroport International de Beyrouth (A.I.B) ;
- la création, l'équipement et la formation d'une brigade cynophile ;
- la création et l'équipement d'une Brigade de Déminage à l'A.I.B ;
- le renforcement des moyens nautiques de sauvetage aux personnes au profit des sapeurs-pompiers de l'A.I.B ;

2009 -  
2013



2009-  
2013

- l'équipement d'une salle de gestion de crise à l'A.I.B ;
- le renforcement de la coordination des services de l'A.I.B concourant à la sécurité et à la sûreté de l'A.I.B ;
- le partenariat renforcé entre l'école française de l'aviation civile (ENAC) et le CERSA.

La France contribue à ce projet à hauteur d'1,5 million € et par le détachement d'un Expert Technique International, auprès du Directeur Général des Forces de Sécurité Intérieures.

### **Policiers formateurs anti-drogue**

**€ 60 000**

Ce projet a pour objectif la mise en place, en milieu scolaire, de séances de prévention sur les stupéfiants menées par des représentants des forces de l'ordre.

Il s'adresse aux membres des Forces de Sécurité Intérieure et des Douanes. Il est mené avec le Ministère de l'Intérieur, le Ministère des Finances, et le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Ce projet qui se déroule sur la période 2009-2013 a permis :

- La formation de 26 policiers et douaniers formateurs anti-drogue par les formateurs de l'Institut National de la Formation de la Police Nationale, sur site ou à Clermont Ferrand.
- La réalisation de deux missions d'évaluation et d'amélioration des formations mises en place au Liban
- La préparation d'un protocole d'accord entre les Ministères de l'Intérieur et des Finances, et le Ministère de l'Éducation, en vue de la mise en place de séances de sensibilisation dans 80 établissements scolaires de l'enseignement public libanais.

Ce projet a été financé par la France, et notamment par la Mission Interministérielle de Lutte Contre les Drogues et la Toxicomanie (MILDT) à hauteur de 60 000€, et il est mené par la Direction de la Formation de la Police Nationale, la Direction Centrale de la Sécurité Publique et la Direction Centrale de la Coopération Internationale.

### **Centre de formation au déminage humanitaire du liban (CFDHL)**

**€ 100 000**

La France soutient le projet de fondation du « Centre de formation au déminage humanitaire du Liban » (CFDHL).

Ce projet a été initié et conduit en partenariat avec le Centre libanais de lutte contre les mines (LMAC).

Ce centre est destiné à former des spécialistes libanais, mais aussi de pays arabes de la région, militaires et civils (des ONG seront au conseil d'administration de ce centre) qui agiront dans les domaines du déminage et de la dépollution post-conflit, pour permettre le retour à la vie normale des populations habitant dans les pays et zones touchés par ce fléau.

Le centre sera jumelé avec l'École du génie de l'armée française à Angers qui apportera son expertise technique et pédagogique.

Le calendrier du centre serait le suivant :

- ouverture du centre en septembre 2013 (capacité opérationnelle initiale) : formation des formateurs (20 stagiaires militaires libanais) ;

# Les journées de la coopération UE - Liban

## Paix, réconciliation et stabilité

- mise en place en 2015 de formations multiples pour une vingtaine de stagiaires par session ;  
intégration de stagiaires civils (capacité opérationnelle finale).

Une mission d'audit en 2011 a permis d'identifier les besoins nécessaires au projet tout en proposant son implantation dans la caserne de Hammana à environ 30 km à l'est de Beyrouth. Une mission d'expertise a été conduite en octobre 2012 par des spécialistes français, en coordination avec le CLAM, pour évaluer les besoins précis en matériels pédagogiques et les cursus de formation. Afin de préparer l'ouverture du CFDHL, des responsables libanais se rendront prochainement en mission d'études au Bénin, à Ouidah, où se trouve le Centre de perfectionnement aux actions post-confliktuelles de déminage et de dépollution (CPADD).

Actuellement, le partenaire libanais va lancer les travaux de réhabilitation des locaux à Hammana pour permettre l'ouverture initiale du CFDHL en septembre 2013. L'aide française consistera à affecter et à rémunérer un officier de coopération comme directeur des études du centre, à partir du mois d'août 2013. En 2013, pour l'ouverture du centre, la France fournira également du matériel de déminage nécessaire aux formations, pour un montant de 30.000 euros.



2011 -  
2012

### Redressement après le conflit au Liban: déminage des champs de bataille au sud du Liban

€ 600 000

L'objectif global de ce projet est le redressement et la réhabilitation des capacités de développement après le conflit au sud du Liban conformément aux politiques nationales de développement. Ce projet permettra aux communautés affectées de réaliser le développement durable en leur assurant l'accès aux terres arables après leur déminage et l'élimination des restes explosifs de guerre. A cet effet, des équipes sont créées et formées afin de mener les opérations de déminage de 300,000 m<sup>2</sup> de terrains au sud du Liban. Ces opérations seront exécutées en collaboration avec le LMAC.

